

L'écologie, la troisième force politique en France et en Allemagne ?

LORRAINE BRINDEL ET NILS HAARMANN*

L'écologie politique naît en France mais s'épanouit et prend racine très vite et plus facilement en Allemagne. Se pencher sur l'évolution que prend ce mouvement, sa forme institutionnelle, son élan actuel des deux côtés du Rhin permet de mieux comprendre les coulisses, les forces et faiblesses de l'écologie politique, ainsi que le potentiel de ce nouveau mouvement et surtout le potentiel que pourrait avoir la relation franco-allemande au sein de l'Europe. A travers une approche comparative nous pouvons analyser les développements de l'écologie politique, examiner les différences franco-allemandes et aussi constater un écart de vitesse. D'un côté il y a une évolution lente et des querelles incessantes mais aboutissant en 2009 et 2010 aux très bons résultats d'Europe Ecologie. Outre-rhin, *Die Grünen* s'imposent beaucoup plus vite sur le terrain politique, gagnent de l'expérience dans des coalitions au pouvoir, d'abord au niveau régional, mais à partir de 1998 aussi au niveau national. L'expérience au pouvoir permet vite d'évoluer et de passer d'un parti plutôt fondamentaliste (« Fundis ») à un « vrai » parti pragmatique-réaliste (« Realos »). *Die Grünen* aujourd'hui développent un grand potentiel de devenir la troisième force politique et n'est plus entièrement dépendant des coalitions avec le SPD, mais peut bien négocier avec tous les partis et jouer un rôle important de parti « charnière ». Des deux côtés du Rhin, l'écologie a le vent en poupe, les Verts ont des scores à deux chiffres. De même, sur le terrain de jeu politique européen, au Parlement Européen, les Verts sont plus nombreux avec un chiffre majoritaire de députés verts français et allemands (28 sur 55). Les Verts s'écartent-ils de leur

* Lorraine Brindel est experte en Management de projets européens (FP7) chez ARTTIC à Munich. Nils Haarmann est dramaturge à la « Schaubühne am Lehniner Platz » à Berlin. Le texte n'engage que ses auteurs.

profil de parti minoritaire ? L'écologie est-elle devenue la troisième force politique en France et en Allemagne ?

Le parcours des partis écologistes en France et en Allemagne et le phénomène d'institutionnalisation

Dans un premier temps nous retraçons les parcours des partis écologistes et verts en France et en Allemagne afin de comprendre leur institutionnalisation. Ce phénomène d'institutionnalisation n'était pas un souhait originel de l'écologie politique. Bien au contraire, les différents mouvements écologiques, de part et d'autre du Rhin se considéraient comme « anti-parti » qui se situaient aussi contre le système et la structure même de partis politiques plus comme des mouvements protestataires.

L'écologie politique trouve ses premiers adeptes, ses pères fondateurs (notamment Antoine Waechter et René Dumont à partir de 1973) et idées directrices du côté français fin 1970. Or si les Français sont pionniers, pour voir l'écologie politique vraiment au cœur de l'action et des débats politiques il faut par la suite tourner vers l'autre côté du Rhin. Cette faiblesse du côté français a plusieurs causes. Le paramètre institutionnel est relativement défavorable aux petits partis en France – avec un scrutin uninominal, un financement public des partis peu avantageux et une proportionnelle aux législatives. Au contraire, en Allemagne le scrutin est proportionnel, il existe un système électoral à double voix et de plus il existe un financement public des partis assez important. En France, l'après 1968 a dans son paysage politique un PS fort un PCF également bien ancré laissant peu de place pour un nouveau parti – contrairement à la jeune RFA qui ne connaît qu'un parti social-démocrate comme force de gauche. Pour les mouvements écologistes français et allemands, les élections sont vues et abordées comme moyen de pression, un moyen de se faire entendre, et non pas pour avoir des élus ou accéder au pouvoir.

Une raison souvent peu considérée dans cette démarcation « écologie à la française » - « écologie à l'allemande » vient du contexte religieux. La France est historiquement à dominante catholique, l'Allemagne est majoritairement protestante. Le protestantisme a une différente culture de la nature où l'Homme est placé face à la nature. Dans la religion catholique, il y a tout d'abord cette hiérarchie ecclésiastique, et la pensée que la nature c'est l'œuvre de Dieu. S'y ajoute une « mentalité protestante » qui tient beaucoup à l'engagement individuel et à la participation civique dans des petites formes associatives à l'encontre d'une tendance catholique à vivre dans des structures plus hiérarchiques, avec une culture d'adhésion et d'engagement individuel moindre.

Il faut attendre 1984 pour la naissance du parti des Verts en France. De 1986 à 1993, le parti des Verts « n'est pas à marier » et demeure « ni de droite, ni de gauche » comme ligne directrice. Les scores sont en dents de scies, avec des percées : 1977 il obtient 10,1% aux municipales de Paris, 4,9% aux européennes en 1979,

Brice Lalonde en 1981 obtient 3.8%, soit 3 fois plus que René Dumont puis avec des scores très bas, même des disparitions : suite à l'échec aux européennes de 1994 il n'y a plus aucun député Verts Français au PE, en 1997, aux élections présidentielles Dominique Voynet, tombe en dessous des 2%. De plus les écologistes sont divisés, il existe à l'époque 8 formations vertes (Confédération des écologistes, Cap21...), Génération Ecologie se disloque : il y a une véritable mosaïque verte qui est friable et fragile en France.

Or, à ce stade les *Grünen* ont pénétré dans les assemblées des Länder, accéder à l'exécutif, progressivement. Le parcours des *Grünen* a connu, à une cadence plus soutenue qu'en France, une évolution étonnante d'un mouvement associatif complètement antiparlementaire il s'est bel et bien transformé et dé-radicalisé vers un parti politique gouvernemental professionnel avec des électeurs aujourd'hui les plus éduqués et aisés socialement (phénomène de « l'embourgeoisement » de l'électorat vert et une grande adhérence : 51.822 d'adhérents en Allemagne, contre 13.000 en France). *Die Grünen*, en effet, connaissent le plus grand succès d'institutionnalisation d'un nouveau parti dans l'après-guerre. Le succès, l'assise des *Grünen* peut aussi se remarquer dans ses personnalités politiques. L'écologie politique allemande incarnée par Joschka Fischer et son charisme sont un atout indéniable. Alors que les Verts en France décroche tout au plus un poste de Ministre de l'Environnement (Dominique Voynet en 1997), du côté allemand, ce sont des fonctions de Ministres des Affaires étrangères (Joschka Fischer), de l'agriculture (Renate Künast), de la santé (Andrea Fischer) et de l'environnement (Jürgen Trittin) pendant la coalition rouge-verte sous Gerhard Schröder (1998-2002 et 2002-2005 sans le ministère de la santé).

Force de constater que les débuts plus modestes de l'écologie politique en France - un parcours jalonné par de nombreuses divisions et scissions, de nombreuses formations écologistes, mène aujourd'hui vers un rassemblement inattendu, celui d'Europe Ecologie-Les Verts.

L'état présent : deux modèles qui s'imposent sur les devants de la scène

Regardant de près la situation actuelle de l'écologie politique dans les deux pays, le constat est frappant. Des deux côtés du Rhin, le mouvement est présent sous la forme de partis politiques qui réussissent à exercer une influence. Aussi différents que leurs chemins vers le pouvoir ont pu être, les deux partis sont aujourd'hui bel et bien présents sur les devants de la scène politique (et médiatique) – à la fois dans leur propre pays, mais aussi au Parlement européen où le tandem franco-allemand de députés verts occupe 28 sièges. Au niveau régional, Europe Ecologie atteint le score de 12,2% des suffrages exprimés en mars 2010, soit 2 372 379 voix (en Ile de France avec 16,6% des voix). Ce score à deux chiffres aux les régionales n'avaient jamais été atteint par les écologistes

réunis en un seul mouvement. Pour les *Grünen*, le dernier sondage du ZDF-Politbarometer du 17 décembre 2010 les classe avec 19% (nettement devant le FDP, partenaire de la coalition actuelle qui a 5%) donc une véritable troisième force. Il est très remarquable dans ce contexte que Renate Künast, ancienne ministre d'agriculture et de la protection des consommateurs affiche des très bons scores dans les sondages (jusqu'à 30% pour les *Grünen* Berlinoises) comme candidate prometteuse pour la relève de Klaus Wowereit dans la mairie de Berlin – ce serait un grand succès et un signal pour le reste du pays que les *Grünen* ont cette présence dans la capitale.

Il y a bien une dynamique écologiste donnant à ce courant de pensée politique une troisième position, mais cela pourrait être un « effet d'optique » provisoire restant à confirmer. Bien que leur crédibilité reste très sectorielle, des deux côtés du Rhin les écologistes sont devenues des acteurs qui comptent, et forment deux modèles particuliers.

En Allemagne, grâce à un fédéralisme plus fort qu'en France, *Die Grünen* ont pu plus facilement pénétrer sur la scène politique dans des gouvernements nationaux. Le parti a donc derrière lui une longue carrière politique, une expérience véritable au pouvoir (1998 – 2006) où il a dû se transformer en parti réaliste, pragmatique, professionnel. Une première génération de figures clefs (notamment Joschka Fischer) a déjà cédé la place à la nouvelle génération avec des nouvelles personnalités émergentes comme Cem Özdemir (apprécié aussi pour son succès et son identité d'immigré). L'évolution abouti à un parti devenu « parti charnière » : dans les différentes régions, des coalitions variées ont pu être construites. Pas seulement dépendant du SPD pour former des gouvernements, il y a aussi des gouvernements CDU-*Grünen* (au niveau communal entre autres à Cologne, et beaucoup d'autres communautés en Nord Rhin Westphalie, au niveau régional à Hambourg) d'autres coalitions vertes-noirs sont possibles.

Die Grünen occupent donc aujourd'hui de plus en plus le rôle d'une troisième force. Ils sont devenus un « parti charnière » stratégique : suite à une perte de fondamentalisme idéologique, *die Grünen* ne dépendent plus uniquement des coalitions avec le SPD et deviennent alors un incontournable qui compte dans toutes négociations pour former des gouvernements. Au même moment, les grands partis populaires perdent un peu leurs électeurs et ne peuvent plus gouverner seuls. Les *Grünen* sont la troisième force politique, ils ne peuvent plus être ignorés et sont à la fois forcés de développer un profil au-delà de pures positions écologiques.

En France, en juin 2009 les deux listes écologistes ont créé la surprise aux européennes avec 19,91 % des voix. Europe Ecologie représentant 16,28%, quatorze eurodéputés, et des scores devançant parfois le PS, comme en Ile-de-France (20, 86% contre 13, 57%) ; l'Alliance écologiste indépendante (Antoine Waechter) a obtenu 3,63 %. Une percée inédite qui apporte la preuve d'un renouvellement. En France on assiste au développement, au « rassemblement » d'Europe-Écologie : un nouveau modèle de parti-

mouvement, avec les Verts et les divers (les régionalistes de la Fédération régions et peuples solidaires, des démissionnaires du PS, des dissidents du PCF, des membres d'associations écologistes, ainsi que des personnalités de la société civile), une structure vraiment différente d'un parti habituel où peuvent se rajouter des « coopérateurs » ; une manière d'attirer beaucoup d'électeurs à une époque où on ne s'engage plus dans les partis, on tourne le dos au système électoral, politique habituel. Le mouvement a gardé pour les élections régionales le nom « Europe Écologie » présente des listes dans toutes les régions, sans s'allier aux autres partis atteignant 12,2%. Cette nouvelle structure obtient un score à deux chiffres, du jamais pour les écologistes. Pourtant il ne faut pas oublier le taux d'abstention record, en chiffre absolu le succès est moins glorieux. A ce titre, les échéances de 2012 sont très attendues.

Cette nouvelle alliance met fin à une exception française, qui consistait pour longtemps dans des petits scores et une absence aux seconds tours. Ces scores ont eu également des répercussions positives à l'Assemblée nationale : les 3 députés verts qui y siègent se disent plus confortés depuis les scores des européennes.

L'écologie politique arrive finalement sur le devant de la scène et trouve un chemin inouï et nouveau qui a dans son intégration de la société civile et associative aussi des qualités de modèle pour l'Allemagne et d'autres pays.

Les bons scores en France et en Allemagne ont renforcé le poids général du groupe des Verts au sein du Parlement européen. Europe Ecologie y a conquis des places, 14 députés Français ont un siège. Du côté Allemand, ils sont également 14, soit 28 sur un total de 55. Il y aurait un vrai potentiel pour un moteur vert franco-allemand. Franziska Brantner est parfaitement francophone ayant fait ses études en France, Sven Giegold est bilingue également mais il se trouve qu'en dehors de Daniel Cohn-Bendit aucun député écologiste Français ne parle l'Allemand. Il y a bien un dialogue présent, par exemple dans l'organisation d'actions José Bové a ainsi accompagné Rebecca Harms en Allemagne pour un congrès, Sven Giegold est venu en France pour soutenir la campagne d'Europe Ecologie en 2009. Mais cela reste très ponctuel. Si la relation franco-allemande est parfois ressentie, c'est seulement lorsqu'une problématique touche les deux pays à la fois (cela a été le cas pour le blocage des transports de déchets nucléaires de France vers l'Allemagne), les deux délégations ont été particulièrement solidaires, mais tout autant que les députés d'autres nationalités. Si les deux pays sont en accord, il vrai qu'ils forment un moteur. En revanche, des questions divergentes sont bien présentes (le commerce international, l'OTAN). Au sein du Parlement, chez les écologistes, le couple franco-allemand est numériquement imposant mais joue un rôle de moteur qu'à de rares occasions.

Après avoir dressé le tableau des parcours de l'écologie politique en France et en Allemagne, des différences certaines, leur évolution particulière, nous faisons face à deux modèles très différents. Deux modèles qui ont débuté comme mouvements sociaux qui – l'un plus tôt et de façon plus constante, l'autre de manière peut-être plus originale avec un succès actuel étonnant – s'imposent sur la scène politique sous formes partisans sont entrés dans une ère où ils affirment qu'ils ne veulent plus être de partis minoritaires, ni un simple-contre-pouvoir. L'objectif partagé des deux cotés du Rhin c'est bien de devenir une force politique qui compte. L'écologie anti-parti a bien évolué : les campagnes électorales sont menées avec entrain pour gagner des sièges dans toutes les assemblées. L'écologie politique a grandi et est devenue une force politique qui compte.

Les partis écologistes ont longtemps été « l'intrus » sur l'échiquier politique, le parti marginal, le parti original. Est-ce que l'originalité prime encore chez les écologistes ?

Les Verts étaient novateurs avec les questions environnementales, le verre d'eau de René Dumont, les énergies renouvelables ou les députés tricotant dans les assemblées allemandes étaient peu pris au sérieux à l'époque. Aujourd'hui on sait que l'eau va devenir un élément de discorde, un problème planétaire et de même les deux gouvernements français et allemand investissent dans des programmes de développement d'énergies nouvelles plus que jamais. Les questions d'environnement, les idées dites « écolos » qui faisaient toute l'originalité de l'écologie politique sont dorénavant reprises par tous les partis. En revanche, la fondation d'Europe Ecologie-Les Verts est une originalité, elle montre la recherche d'alternatives en dehors des partis institutionnalisés. Elle regroupe les Verts et les divers, c'est une nouvelle alliance, un nouvel objet politique où il y a une volonté d'intégrer, non sans difficultés des associations non-politiques. C'est un modèle plus visionnaire que son voisin Allemand.

Dans l'Europe actuelle, où l'on regarde de plus près ce que fait son voisin, le moteur franco-allemand peut jouer un rôle, celui de modèle de l'écologie politique et encourager ses voisins dans ce sens en puisant dans ces deux modèles. La France pourrait en effet ainsi entraîner l'Europe du Sud, l'Europe méditerranéenne (l'Italie, l'Espagne, le Portugal) où l'écologie politique est assez minoritaire et peu représentée. Du côté allemand, ses voisins du nord sont déjà très avancés en la matière, mais ceux de l'Est tels la Pologne et la République Tchèque pourraient également trouver de l'inspiration chez leur voisin Allemand. Les deux modèles français et allemands peuvent être deux sources d'inspiration, une inspiration franco-allemande.

Dans ce contexte, nous remarquons une affirmation générale de ce potentiel de moteur franco-allemand : il y a au Parlement

européen actuellement 14 députés verts allemands et 14 députés verts français – de loin le plus grand nombre devant tous les autres pays. Lorsqu'on pose la question du potentiel franco-allemand aux eurodéputés, personne ne nie la grande importance du couple en terme numérique – sans les deux pays, il ne peut pas y avoir un accord. Toutefois, un certain manque d'enthousiasme peut aussi être constaté : le potentiel franco-allemand des députés verts au niveau européen semble se cantonner plus à des chiffres qu'à des actions et un dialogue réguliers. Pour entièrement puiser du potentiel franco-allemand, qui consiste dans la coexistence de deux chemins de réussite très différents de l'insertion d'un mouvement social sur la scène politique qui ont chacun des qualités de modèle pour l'autre – un défi serait ici de se lancer dans plus d'échange à tous les niveaux (exemples : chantiers écologiques franco-allemands, des échanges entre les associations de jeunesse des partis verts ...)
